

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 16 – du 17 avril au 24 avril 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : RÉPERCUSSIONS AU PROCHE-ORIENT DES ORIENTATIONS DE L'ADMINISTRATION TRUMP II

Les pays du Proche-Orient sont très diversement exposés aux récentes annonces et décisions de politique étrangère de l'administration Trump. La plupart des cas de figure existent dans la région : un pays extrêmement proche politiquement des Etats-Unis, plusieurs pays bénéficiant d'un soutien financier récurrent et pouvant être fragilisés par une potentielle mise en retrait américaine, et enfin un pays considéré comme ennemi de la part des Etats-Unis, et dont l'administration Trump II pourrait renforcer le caractère antagoniste.

LE CHIFFRE À RETENIR

17 %

**DROIT DE DOUANE AMÉRICAIN
SUPPLÉMENTAIRE SUR ISRAËL**

L'entrée en fonction de l'administration Trump II devrait accentuer les tendances politiques observées à l'égard d'Israël et de l'Iran, et pénaliser par transivité l'Irak. Israël bénéficie d'une relation privilégiée avec les Etats-Unis et cette tendance s'est renforcée depuis l'arrivée de l'administration Trump II. Les actes témoignant de cette proximité se sont multipliés ces derniers mois. B. Netanyahu a notamment été le premier dirigeant étranger reçu à la Maison Blanche. La nouvelle administration américaine s'est mobilisée en faveur d'Israël sur le plan financier et 12,5 Mds USD lui ont été versés depuis la prise de fonction de Trump, soit un montant équivalent à celui accordé par l'administration Biden sur l'ensemble de l'année 2024 (14 Mds USD). L'Iran fait à l'inverse l'objet d'une stratégie de pression « maximale » qui pourrait entraîner, à moyen terme, une dégradation de sa situation économique. Cette pression s'est traduite par une diminution des exportations de pétrole qui n'auraient pas dépassé 1 Mb/jour en janvier 2025, contre une moyenne d'1,6 Mb/j en 2024. Ces tendances pourraient faire courir de grands risques à l'économie iranienne. L'Irak pourrait également se trouver lourdement impacté par les nouvelles politiques américaines. L'arrêt des importations d'électricité iranienne en dollar contraint l'Irak à réduire sa dépendance énergétique vis-à-vis de l'Iran et à accélérer ses programmes de diversification. Également, sous la loi « Stop Harboring Iranian Petroleum Act » (SHIP Act), l'administration américaine pourrait imposer des sanctions à l'encontre de personnes et d'entités juridiques irakiennes impliquées dans le financement et la commercialisation de produits pétroliers iraniens.

L'Égypte et la Jordanie, structurellement dépendantes du soutien financier américain, devraient bénéficier du maintien d'une partie de l'aide qui leur est accordée. En Jordanie, principal pays bénéficiaire de l'aide américaine, l'aide budgétaire (650 M USD) et l'aide militaire (400 M USD) devraient être maintenues. En Égypte, l'aide militaire déployée a fait l'objet d'une exemption dès l'annonce de la suspension des programmes d'aide américains en janvier 2025. Les pays de la région bénéficiant jusqu'alors de fonds USAID sont tous concernés par leur retrait mais les Territoires Palestiniens (TP) sont démesurément impactés. Les financements USAID s'y sont élevés à 2,1 Mds USD pour l'aide humanitaire depuis le 7 octobre et à 500 M USD par an pour le développement.

Aucun pays n'a été épargné par les hausses de droits de douanes annoncées par D. Trump début avril. La Jordanie et l'Égypte ont vu leurs droits de douanes augmenter de 10%. Israël n'a pas été épargné et s'est vu appliquer des taxes additionnelles de 17%. L'Irak s'est quant à lui vu imposer des droits de douanes à hauteur de 39%. Les secteurs concernés sont très variés. Les exportations égyptiennes et jordaniennes vers les États-Unis sont principalement composées de textile et se sont élevées à 6,1 Mds USD et 2,7 Mds USD en 2024 respectivement.

Service Économique Régional de Beyrouth

ÉGYPTE

1. LE FMI REVOIT À LA HAUSSE SES PRÉVISIONS DE CROISSANCE DE L'ÉGYPTE

Le FMI a revu à la hausse ses prévisions de croissance du PIB de 3,6% à 3,8% pour l'exercice 2024/25 et de 4,1% à 4,3% pour 2025/26. Dans la mise à jour de ses [perspectives économiques mondiales](#), le Fonds anticipe une inflation moyenne annuelle de 19,7% en 2024/25 et de 12,5% en 2025/26, des niveaux toutefois au-dessus de la cible de 7% (± 2 points) fixée par la Banque Centrale à fin 2026. Le déficit courant devrait s'élever à 5,8% du PIB en 2024/25, contre 5,4% durant l'exercice précédent, avant d'être ramené à 3,7% en 2025/26. Le taux de chômage est attendu en légère hausse à 7,7% pour l'exercice en cours. La ministre de la Planification et de la Coopération Internationale, Rania Al-Mashat, a salué cette révision comme un signal de confiance dans les réformes engagées depuis 2022 dans le cadre du programme de facilité élargie de crédit du FMI, soulignant que la croissance pourrait atteindre 4% dès cette année selon les prévisions nationales, portée par le rebond du tourisme, des TIC, des exportations et une hausse de la part du secteur privé dans l'investissement.

2. BAISSÉ DE 225 PB DES TAUX DIRECTEURS DE LA BCE

Pour la première fois depuis 2020, le comité de politique monétaire de la [Banque Centrale d'Égypte](#) a décidé d'abaisser de 225 points de base ses taux directeurs le 17 avril 2025, ramenant le taux de rémunération des dépôts à 25%, le taux de refinancement à 26%, et le taux de l'opération principale ainsi que le taux d'actualisation à 25,5%. Cette décision intervient après une baisse significative de l'inflation, ramenée à 13,6% en mars 2025 (contre 33,3% en mars 2024), portée par le repli de l'inflation alimentaire (45% à 6,6% sur la même période) et un effet de base favorable. Selon le communiqué de la Banque Centrale, l'inflation devrait continuer à baisser tout au long de 2025 et 2026, bien qu'à un rythme plus lent que celui de la baisse du premier trimestre 2025. Sur le plan conjoncturel, les indicateurs préliminaires pour le premier trimestre 2025 suggèrent une reprise soutenue de l'activité économique pour le quatrième trimestre consécutif, avec une croissance supérieure aux 4,3% enregistrés au quatrième trimestre 2024. Cette décision marque l'enclenchement d'un assouplissement progressif de la politique monétaire du pays.

3. INAUGURATION DE L'AGENCE SPATIALE AFRICAINE AU CAIRE

Le 20 avril, le siège de l'Agence spatiale africaine (AfSA) a été officiellement inauguré au Caire, en présence de l'Ambassadeur de France en Égypte. Portée par l'Union africaine, cette nouvelle structure rassemble les 55 États membres de l'organisation dans le but de coordonner les agences spatiales nationales et de concrétiser les ambitions spatiales du continent. L'AfSA devient ainsi la deuxième agence spatiale régionale après l'Agence spatiale européenne (ESA). Le lendemain, la [Newspace Africa Conference 2025](#) s'est ouverte pour quatre jours au siège de l'Agence spatiale égyptienne. Inaugurée par Tidiane Ouattara, président du Conseil spatial de l'Union africaine, la quatrième édition du principal salon dédié au secteur spatial en Afrique était placée sous le thème « Stimuler l'économie africaine grâce à l'innovation spatiale ». L'évènement a rassemblé plus de 500 participants et 200 organisations issus de 65 pays. À cette occasion, le Medef-I a conduit une mission composée de 15 entreprises françaises, grands groupes et start-ups, afin d'échanger avec différentes agences spatiales nationales et les autorités égyptiennes autour des perspectives de développement du secteur spatial.

4. LE QATAR ANNONCE UN INVESTISSEMENT DE 7,5 MDS \$

Lors de la visite du président égyptien Abdel Fattah al-Sissi à Doha le 14 avril, [le Qatar s'est engagé, dans une déclaration conjointe, à investir 7,5 Mds USD en Égypte](#) dans les prochains mois. Ce programme d'investissement vise « un développement économique durable au service des intérêts des deux peuples », alors que les deux pays cherchent à renforcer leur coopération économique. Cette annonce marque une nouvelle étape dans les relations bilatérales égypto-qatariennes, déjà renforcées par l'entrée de QatarEnergy dans l'amont pétrolier égyptien l'année dernière – avec une prise de participation de 23% dans le bloc offshore North El Dabaa, en Méditerranée, aux côtés de l'américain Chevron (40%), de l'australien Woodside (27%) et de la société publique égyptienne Tharwa Petroleum (10%). À noter que cette nouvelle annonce d'investissement d'un pays du Golfe intervient un peu plus d'un an après l'accord d'investissement historique de 35 Mds USD, signé le 23 février 2024 entre l'Égypte et le fonds souverain d'Abu Dhabi, ADQ, pour le développement de la péninsule de Ras El Hekma.

5. LIVRAISON DU 1^{ER} TRAIN À GRANDE VITESSE

Le vice-Premier Ministre chargé du Développement industriel et ministre des Transports, Kamel Al-Wazir, a annoncé [la livraison au mois d'août du premier train électrique à grande vitesse de type Velaro](#) en Égypte, fabriqué en Allemagne dans les usines Siemens. Ce train circulera sur le tronçon Ain Sokhna-Alamein-Marsa Matrouh, première section (660 km) d'un vaste réseau de 2 000 km en cours de déploiement à l'échelle nationale. Ce projet, porté par le consortium Siemens Mobility, Orascom Construction et The Arab Contractors vise à relier les grands pôles urbains, industriels, agricoles et touristiques du pays, et à créer des corridors logistiques stratégiques entre la mer Rouge et la Méditerranée. À terme, le réseau comptera trois lignes et 60 gares, deux dépôts principaux et cinq centres de maintenance, avec une flotte de 176 trains - dont 41 trains à grande vitesse, 94 trains régionaux et 41 locomotives de fret. Le contrat pour la première ligne, signé en septembre 2021, s'élevait à 2,7 Mds EUR.

IRAK

1. PARTENARIAT ENTRE OMAN AIRPORTS ET L'AÉROPORT DE KERBALA

Oman Airports a signé le 20 avril un accord pour l'équipement et l'exploitation de l'aéroport international de Kerbala avec Taibat Kerbala, le consortium en charge de l'investissement. Taibat Kerbala est une « joint-venture » privée entre la Ataba Al-Husseiniya, fondation religieuse de Kerbala, et le groupe Al-Rida Investment. L'investissement se chiffrerait à environ 600 M USD. L'aéroport international de Kerbala devrait pouvoir accueillir 2 millions de passagers par an dans sa première phase, et jusqu'à 20 millions à plus long terme. L'aéroport est situé entre les villes de Kerbala et de Najaf, épicentres du tourisme religieux en Irak puisqu'elles hébergent respectivement les mausolées de l'Imam Hussein et de l'Imam Ali. Une vingtaine de millions de touristes (nationaux et étrangers) se sont ainsi rendus à Kerbala lors du pèlerinage de l'Arbaïn (commémoration chiite qui marque la fin du deuil de l'imam Hussein) en août 2024.

2. LANCEMENT DE 3 GRANDS PROJETS DANS LE SUD DE L'IRAK

Le Premier Ministre irakien a finalisé sa tournée dans la province de Dhi Qar, au sud de l'Irak, en lançant officiellement trois grands projets : **(i)** une centrale à cycle combiné d'une capacité de 921 MW dotée de

turbines Siemens, **(ii)** un complexe médical de sept hôpitaux (700 lits au total) avec plusieurs unités spécialisées qui sera construit par la China State Construction Engineering Corporation (~374 M USD) et **(iii)** un projet d'infrastructures de traitement d'eau à Suq Al-Shuyukh, district de Nassiriya, la capitale du gouvernorat (~385 M USD). L'annonce de ces projets est d'une importance particulière dans un sud chiite souffrant de sous-investissements chroniques et épicentre des manifestations de l'automne 2019.

IRAN

1. ANNONCE DE NOUVEAUX PROJETS PÉTROLIERS ET GAZIERS

Selon le ministre du Pétrole, 16 contrats dans le cadre du modèle IPC (Iranian Petroleum Contract) ont été signés, depuis sa création en 2017, pour le développement de 23 champs pétroliers et gaziers, représentant un investissement total de 27 Mds USD. Parmi ces contrats, 9 sont actuellement en phase d'exécution pour un montant global de 13 Mds USD, tandis que 7 autres sont en cours de finalisation. Le contrat portant sur l'augmentation de pression du champ gazier de South Pars, d'une valeur de 17 Mds USD, constitue actuellement le plus grand projet du ministère, bien qu'il ne soit pas encore officiellement finalisé avec les sociétés iraniennes partenaires. Par ailleurs, le ministère a récemment présenté 200 nouveaux projets d'investissement, pour une valeur totale estimée à 135 Mds USD, répartis autour des axes suivants : **i)** développement de 100 nouveaux champs pétroliers et gaziers, **ii)** collecte des gaz torchés, **iii)** construction d'unités de traitement rapide, **iv)** établissement de lignes de transport et de stations de compression, **v)** optimisation énergétique dans les secteurs industriel, bâtiment et transport.

2. LA NIOC INVESTIT DANS DES PROJETS VISANT À ÉCONOMISER 70 M DE BARIL DE PÉTROLE BRUT PAR AN

Selon la Compagnie Nationale Iranienne de Pétrole (NIOC), 15 projets liés à l'optimisation de la consommation d'énergie dans les secteurs de l'industrie, du bâtiment et du transport ont été présentés le mardi 22 avril 2025. Ces projets s'articulent comme suit : **i)** Six projets ont été conçus pour les industries à forte intensité énergétique, visant à économiser annuellement 6,157 M barils de pétrole brut, principalement par la modernisation des lignes de production, **ii)** Trois projets concernent l'amélioration des systèmes de chauffage, de climatisation et d'éclairage dans les bâtiments résidentiels et administratifs, avec une économie

énergétique estimée à 11,593 M barils de pétrole brut par an et **iii)** six projets sont dédiés à la modernisation de la flotte de transport public, au développement de véhicules électriques, ainsi qu'à l'optimisation de la consommation de carburant dans les véhicules lourds, permettant une économie annuelle de 51,763 M barils de pétrole brut. Pour mémoire, les projets industriels permettant d'économiser des hydrocarbures ont historiquement bénéficié de compensations de la NIOC en équivalent de pétrole du volume économisé.

3. OUVERTURE D'UNE LIGNE FERROVIAIRE RELIANT LA RUSSIE AU PAKISTAN VIA L'IRAN

Le Vice-Ministre des routes et du développement urbain, Jabar-Alki Zakeri, a révélé le 23 avril qu'un convoi ferroviaire « test » avait été acheminé de Russie vers le Pakistan à travers le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Iran, avec une étape dans la ville frontalière iranienne d'Incheh Borun. M. Zakeri estime de 10 à 15 millions de tonnes le potentiel du fret ferroviaire concerné.

4. PERSPECTIVES D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN IRAN

Ehsan Khandouzi, ancien ministre de l'Économie du gouvernement Raisi, juge délirant l'espoir d'attirer en Iran mille milliards de dollars d'investissements étrangers en cas de succès des négociations actuellement en cours entre Téhéran et Washington. Selon lui, les projections de ce type n'ont aucun fondement et ne sont destinées qu'à tromper l'opinion publique afin d'exercer une pression sur les négociateurs. À titre de comparaison, M. Khandouzi rappelle que l'Arabie Saoudite et la Turquie, qui sont exemptes de sanctions internationales, ont attiré chacune en 2024 moins de 20 Mds USD d'investissements internationaux.

ISRAËL

1. LE FMI REVOIT À LA BAISSSE SES PRÉVISIONS DE CROISSANCE POUR ISRAËL EN 2025

Dans un contexte de ralentissement de la croissance mondiale, les prévisions du FMI publiées le 22 avril tablent sur une croissance pour Israël de 3,2% cette année et de 3,6% en 2026, des chiffres inférieurs aux estimations de la Banque Centrale israélienne publiées début avril (3,5% pour 2025 et 4% pour 2026). Le FMI s'attend par ailleurs à ce que l'excédent du compte courant ne représente que 2,8% du PIB cette année, en forte baisse par rapport à ses estimations d'octobre 2024 (excédent de 4,4% du PIB attendu pour 2025). Cette situation résulterait

des récentes annonces sur l'augmentation des tarifs douaniers de l'administration Trump. L'économiste en chef du ministère israélien des Finances estime en effet que l'instauration d'une augmentation de 17% des droits de douane par les États-Unis sur les produits israéliens pourrait amputer la croissance israélienne de 0,5 point de pourcentage, représentant une perte pour l'économie de près de 10 Mds ILS.

2. ISRAËL DEVRAIT PEINER À ATTEINDRE SON OBJECTIF DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

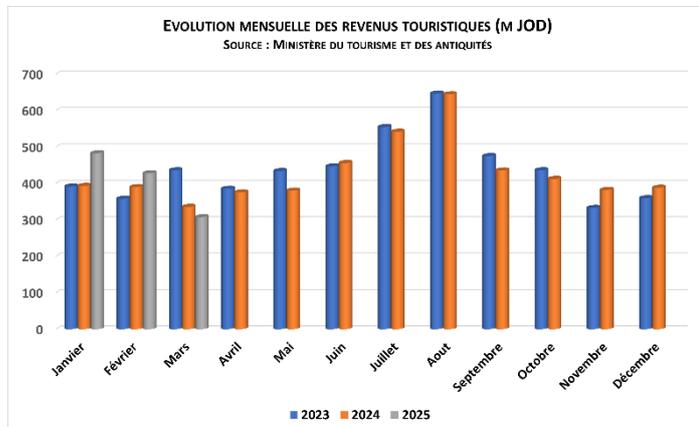
Le gouvernement israélien a soumis le 22 avril son premier rapport biennuel de transparence à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Préparé par le Ministère de la Protection de l'Environnement, ce document révèle l'insuffisance des progrès pour atteindre les objectifs climatiques du pays. Au rythme actuel, Israël n'atteindra qu'une réduction de 19% de ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 2015, bien en-deçà de l'objectif de 27% fixé dans les accords internationaux. Le rapport souligne toutefois une réduction de 43% de la consommation de charbon depuis 2015, une augmentation de la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité, passant de presque zéro en 2015 à 10% en 2022, et l'approbation d'un cadre de taxation du carbone bien qu'incomplet. Pour combler l'écart avec les objectifs fixés, le rapport recommande d'accélérer la production d'énergies renouvelables pour atteindre 30% du mix énergétique d'ici 2030, d'établir des normes d'émissions plus strictes pour les nouveaux véhicules, de développer l'infrastructure de recharge pour les véhicules électriques, d'encourager l'utilisation des transports en commun et d'améliorer la gestion des déchets, notamment concernant le méthane des déchets et le développement des infrastructures de tri.

À noter que le Ministère de la Protection de l'Environnement a publié le 25 mars la première étape du plan national d'adaptation d'Israël, comprenant 48 actions et 200 mesures que les ministères et organismes gouvernementaux devront mettre en œuvre pour faire face au changement climatique. Le coût du plan est estimé à 9,5 Mds ILS pour les 10 prochaines années.

JORDANIE

1. HAUSSE DES RECETTES TOURISTIQUES ET DU NOMBRE DE VISITEURS AU 1^{ER} TRIMESTRE 2025

Selon les données du Ministère du Tourisme et des Antiquités, les recettes touristiques ont augmenté de +8,9% en glissement annuel (g.a.) au premier trimestre (T1) 2025, s'élevant ainsi à 1,2 Md JOD (1,5 Md USD). Le nombre de touristes a également augmenté de +13% en g.a au T1. Cette hausse est tirée par les touristes en provenance d'Amérique (+16,5%), d'Asie (+13,9%), d'Europe (+18,5%), d'Afrique (+102,7%) et des pays arabes (+14,5%).



2. FMI - TROISIÈME REVUE DE L'EFF

La troisième revue du mécanisme élargi de crédit (Extended Fund Facility – EFF) s'est tenue du 6 au 17 avril 2025 à Amman, en présence d'une équipe venue de Washington. La robustesse de l'économie jordanienne face à la situation régionale très incertaine a été une nouvelle fois saluée. Le FMI a annoncé une prévision du taux de croissance à +2,5% pour 2024 (contre +2,3% lors de la seconde revue), et à +2,7% pour 2025. L'inflation demeure faible, à moins de 2% en 2024, grâce à la politique stabilisatrice de la Banque Centrale de Jordanie (peg). Le déficit du compte courant, qui avait été largement réduit à -3,7% du PIB en 2023, devrait toutefois s'élever à -5,9% du PIB en 2024 en raison de la diminution des revenus du tourisme.

LIBAN

1. ANNONCE D'UN PLAN POUR RELANCER LES EXPORTATIONS LIBANAISES

Le Ministre de l'Industrie, Joe Issa el-Khoury, a annoncé un plan ministériel visant à réduire le déficit commercial du Liban (14,2 Md\$ en 2024, soit 51% du PIB) en augmentant les exportations de biens (2,7 Md\$ en 2024). D'après lui, la capacité de production actuelle de l'outil industriel libanais

permettrait de réhausser le niveau des exportations à 5 Md\$ d'ici 3 à 4 ans. Le plan ministériel s'appuie sur sept piliers :

- (i) la mise à jour de la stratégie industrielle nationale ;
- (ii) la refonte administrative du ministère de l'Industrie ;
- (iii) la numérisation des procédures ;
- (iv) un recensement des capacités productives afin de lutter contre l'informalité et de les regrouper dans des zones industrielles permettant de générer des économies d'échelle ;
- (v) la redynamisation du Conseil libanais d'accréditation (Colibac) ;
- (vi) la création d'un Conseil de renforcement des exportations libanaises ;
- (vii) la mise en place de commissions mixtes avec d'autres ministères et les associations patronales.

2. LE PARLEMENT ADOPTE LA RÉFORME DU SECRET BANCAIRE

Le Parlement a adopté le 24 avril la réforme du secret bancaire, incluant des amendements clés devant faciliter ultérieurement un processus transparent de restructuration bancaire et de compensation des dépôts. Un des amendements autorise l'accès aux institutions qui seront chargées de mener à bien la restructuration bancaire (Banque du Liban, Commission de contrôle des banques...) mais aussi aux auditeurs externes qui devront être mandatés par ces institutions. Un second amendement autorise une rétroactivité sur une période de dix ans pour la levée du secret bancaire dans ces conditions. L'adoption par les députés de ces amendements, recommandés de longue date par le Fonds monétaire international, permet aux autorités libanaises d'envoyer un signal positif à l'institution internationale, qui attendait ce gage de crédibilité politique en vue des négociations à venir.

TERRITOIRES PALESTINIENS

1. FORTE HAUSSE DE L'INFLATION AU 1^{ER} TRIMESTRE 2025

Malgré une accalmie temporaire après le cessez-le-feu de janvier, les prix ont de nouveau explosé en mars en Palestine, notamment dans la bande de Gaza. D'après les données du Bureau central palestinien des statistiques, l'indice des prix à la consommation a grimpé de 40% à Gaza en mars en comparaison avec le mois du février, en raison de la reprise des hostilités et de la fermeture des passages commerciaux, provoquant une pénurie de biens essentiels.

Sur l'ensemble du premier trimestre 2025, le coût de la vie en Palestine a augmenté de **33%** par rapport à la même période en 2024. À Gaza, l'indice a progressé de **18%**, tandis que la Cisjordanie n'a connu qu'une hausse modérée de **0,41%**.

Les économistes soulignent que l'absence de stabilité et le blocage de l'aide humanitaire risquent d'aggraver la situation au deuxième trimestre si aucun accord de cessez-le-feu durable n'est trouvé.

2. L'UE DÉBLOQUE 1,6 Md € POUR SOUTENIR LA PALESTINE

L'Union européenne a annoncé lundi un plan d'aide de **1,6 Md EUR** en faveur de l'Autorité palestinienne, visant à soutenir des projets en Cisjordanie, à Jérusalem et dans la bande de Gaza.

Plus d'un tiers du financement sera versé en soutien budgétaire direct à l'Autorité palestinienne sur deux ans, avec pour objectif de renforcer la gouvernance démocratique, la stabilité financière et les services publics.

« Il s'agit de capacité de gouvernance, de relance économique et de résilience du secteur privé », a déclaré Dubravka Šuica, commissaire européenne chargée du partenariat Méditerranée, après une rencontre avec le Premier Ministre palestinien Mohammad Mustafa à Luxembourg.

En parallèle, **576 M EUR** seront affectés à des projets sectoriels, dont **82 M EUR pour l'UNRW** et **400 M EUR pour le secteur privé** sous forme de prêts à faible coût pour stimuler la reprise économique locale.

Il est à noter que l'Union Européenne est le plus grand donateur extérieur, avec une aide bilatérale atteignant **1,36 Md EUR** entre 2021 et 2024.

3. LA DETTE DE L'AUTORITÉ PALESTINIENNE À 2,47 Mds € À LA FIN FÉVRIER 2025

Selon les données officielles publiées par le ministère des Finances, la dette locale de l'Autorité Palestinienne s'est élevée à **10 Mds NIS (2,47 Mds EUR)** à la fin de février 2025. Ce montant comprend **6,42 Mds NIS (1,59 Md EUR)** de dettes contractées auprès des banques opérant en Palestine, en hausse de **8,4%** par rapport à février 2024, où elle s'élevait à **5,92 Mds NIS (1,46 Md EUR)**.

Cette augmentation résulte principalement du recours récurrent au financement bancaire pour couvrir une partie des salaires des fonctionnaires, en particulier face à la crise de liquidité persistante causée par la baisse significative de l'aide étrangère et les retenues israéliennes sur les recettes de compensation.

Par ailleurs, la dette du gouvernement envers les fournisseurs de médicaments et de matériel médical sur le marché local atteint désormais **1,05 Md NIS (259 M EUR)**. Ce montant s'est alourdi au cours de l'année écoulée, rendant difficile le respect des engagements financiers envers les entreprises du secteur. Le cumul de ces dettes fragilise davantage les finances publiques et impacte directement l'approvisionnement en médicaments, déjà perturbé par les restrictions israéliennes à l'importation.

4. LE GOUVERNEUR DE LA PMA APPELE À L'AUGMENTATION DE LA REPRÉSENTATION DE LA PALESTINE AU FMI

Le gouverneur de la Palestine Monetary Authority (PMA), M. Yihya Shunnar, participe aux Réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale à Washington, du 20 au 26 avril 2025, accompagné d'une délégation palestinienne, dont le ministre des Finances, Omar Al-Bitar. Durant ces rencontres, M. Shunnar a abordé l'impact économique du conflit sur la Palestine.

Lors de la réunion des gouverneurs de la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord), M. Shunnar a **demandé à ce que le statut de la Palestine au FMI soit rehaussé**, soulignant que la Palestine, bien que non membre, détient actuellement le **statut d'observateur**. Cette situation a limité la coopération dans le passé, entraînant une réduction volontaire de la collaboration en raison des tensions politiques, et du désir d'affirmer une politique plus indépendante.

M. Shunnar a obtenu le soutien de l'Arabie saoudite et du Qatar pour cette demande.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	TP	SYRIE
POPULATION (MILLIONS) – 2024	FMI/WEO	107	44	87	10	11	5,4	5,5	21*
PIB (Mds USD) – 2024	FMI/WEO	383	277	401	540	53	28	19*	6,2*
PIB / HAB. (USD) – 2024	FMI/WEO	3570	6247	4633	54192	4693	5282	3393*	295*
CROISSANCE PIB RÉEL (%) – 2024	FMI/WEO	2,4	0,3	3,5	0,9	2,5	-7,5	-25,6*	-1,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) – 2024	FMI/WEO	-7,1	-1,5	-4,1	-8,3	-8,3	0,4	-11,8*	-8*
DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2024	FMI/WEO	91	43	37	68	96	164	70*	n/a
RATING COFACE 2024	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	STATISTIQUES OFFICIELLES	13,6	2,8	36	3,3	1,6	14,2	48,9	15
PMI MENSUEL	STATISTIQUES OFFICIELLES	50,1	n/a	48,7	50,2	n/a	47,6	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024	DOUANES FRANÇAISES	1158	1949	48	1386	43	92	4	6
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024	DOUANES FRANÇAISES	1117	1655	41	1471	47	98	4	5

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

A1 TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **A4** CONVENABLE / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr